

Stratégie énergétique 2050 : qui paiera la note ?

Il est encore temps de changer de cap. Mais les chances que cela se produise sont plutôt minces. Si le Parlement suit la majorité de la Commission de l'énergie du Conseil national, la Suisse investira des milliards, ces prochaines années, dans un rêve qui n'est pas réalisable. Ce que l'on présente aux Suisses comme le « tournant énergétique », traduit en réalité un grand désarroi.

Notre pays misait sur une stratégie d'approvisionnement en énergie basée sur quatre piliers. Deux se sont écroulés, si bien que l'édifice est devenu bancal. La promotion des énergies renouvelables (1er pilier) et l'amélioration de l'efficacité énergétique (2e pilier) constituaient déjà des éléments importants de la stratégie énergétique de 2007. À l'époque, on comptait également sur la construction ou le remplacement de grandes centrales électriques (3e pilier) ainsi que sur l'intégration aux réseaux internationaux (4e pilier). Ces deux derniers piliers ont été démontés dans le tumulte qui a suivi les événements tragiques de Fukushima. Il reste désormais l'espoir de voir émerger les nouvelles énergies renouvelables et la vision d'une Suisse de l'énergie fonctionnant en autarcie. Un plan qui ne peut pas fonctionner.

Nous investirons nettement plus que 100 milliards de francs dans cette maison branlante sur ses deux piliers. C'est le chiffre articulé par le groupe de travail sur l'énergie de l'Institut libéral. Et qu'aurons-nous en contrepartie ? Une diminution de la sécurité d'approvisionnement, une augmentation des prix de l'énergie et de la dépendance de l'étranger, une baisse de la compétitivité et – le plus grave – une pression accrue sur l'environnement en raison d'une hausse des émissions de CO₂.

Il va de soi que personne ne souhaite payer une telle note. Il est également clair que quelqu'un DEVRA régler ces 100 milliards de francs. On commence à avoir une idée de qui paiera : l'industrie et les particuliers. L'industrie parce qu'elle devra dépenser davantage pour le courant utilisé dans la production et verra sa compétitivité reculer. Et les citoyens, qui pâtiront d'une détérioration du marché du travail. En tant que consommateurs et usagers des transports, ils devront également compenser l'augmentation des émissions de CO₂ dues à la production d'électricité par une réduction des émissions du côté des bâtiments et de la mobilité.